

Manifeste pour engager la France vers la sortie du nucléaire

L'avenir énergétique de notre pays se décide aujourd'hui.

Comme le montrent notamment les travaux de RTE, la poursuite d'une politique énergétique basée sur le nucléaire n'est pas une fatalité, ni la relance de la construction de nouveaux réacteurs.

Se passer du nucléaire est compatible avec l'atteinte de nos objectifs climatiques et avec la sécurité d'approvisionnement.

C'est pourquoi, et considérant que le développement de l'industrie nucléaire est :



- **anti-démocratique** et, ce, depuis son origine (développement historiquement lié au nucléaire militaire, opacité dans les prises de décisions et absence de validation de la part des citoyen.nes, programme massif lancé dans les années 1970 sans consultation, expropriations foncières, absence de réel débat démocratique) ;



- une source intolérable de **gaspillage d'argent public** (construction, démantèlement, gestion des déchets : ces coûts prohibitifs sont rarement pris en compte dans les débats et toujours largement sous estimés) ;



- une charge que nous imposons aux générations futures notamment via les questions aujourd'hui encore insolubles du démantèlement et de l'accumulation de **déchets radioactifs** pour lesquels il n'existe aucune option de gestion sûre ;



- une **atteinte à l'environnement** (rejets d'effluents radioactifs et chimiques dans l'eau et dans l'atmosphère, ponction et réchauffement des cours d'eau environnants, piégeage d'animaux aquatiques dans les circuits de refroidissement des réacteurs, etc.) sans oublier les pollutions liées à l'extraction de l'uranium ;



- vecteur de **problématiques sanitaires** préoccupantes liées à la pollution radioactive émise par les installations nucléaires (se retrouvant notamment dans l'eau du robinet des communes environnantes) ;



- générateur d'**atteintes aux droits humains** (mines d'uranium polluantes souvent situées sur les territoires de peuples autochtones) et susceptible de nourrir une géopolitique malsaine pour ménager les pays producteurs ;



- **extrêmement risqué** (incidents récurrents, risque latent et permanent d'accident nucléaire de grande ampleur majoré par le vieillissement des installations et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes) ;



- problématique pour la **santé et la sécurité des travailleurs et travailleuses** du nucléaire dont certain.es souffrent de maladies professionnelles graves et avérées, et dont les conditions de travail n'ont eu de cesse de se dégrader, notamment par le recours massif à de la sous-traitance ;



- incapable d'assurer notre **indépendance énergétique** (100% de l'uranium provient d'importation)



- une réponse **inadaptée au changement climatique** (trop lente et sujette aux retards, la construction de nouveaux réacteurs est une perte de temps et de ressources face à l'urgence climatique, au détriment de moyens plus efficaces).

je m'engage, en tant que président e de la République, à faire procéder immédiatement à des études indépendantes sur les impacts passés et actuels de l'industrie nucléaire et à :



abandonner tout projet de nouvelles constructions nucléaires ;

engager la fermeture des réacteurs existants et, ce, tout en mettant en place une politique énergétique ambitieuse, alignée sur nos objectifs climatiques et basée sur la sobriété, l'efficacité et les énergies renouvelables.

Fait à Paris
Nom Prénom
Signature

Jean-Yves Le Gall